

CLASSES EN LUTTE...



n°100-mars 2009

Pour une révolution sociale, éducative et pédagogique

Le 19 mars : votons la grève générale !

De gauche comme de droite, les gouvernements successifs n'ont eu de cesse, ces 20 dernières années, d'appliquer les directives du patronat européen. Avides de nouveaux marchés et de nouvelles sources de profits, les patron-ne-s jettent leur main sur les services publics, c'est-à-dire ces services essentiels à chacun et bénéfiques à la société dans son ensemble. Ils prétextent, pour ce faire, que les prétendues efficacité et réactivité de l'économie capitaliste seront bénéfiques pour les usagers devenus alors client-e-s de prestataires de services mis en concurrence. Or jeter en pâture les services publics dans la jungle de l'économie de marché sous-entend bien évidemment le passage de ces mêmes services au statut de marchandises. Réductions d'effectifs, recherche de rentabilité maximale et bénéfiques deviennent les moteurs de la gestion et de la production de ces services. Qu'ils soient fournis par une entreprise privée ou d'État, il n'est plus question qu'ils assurent l'équité de leur accès, géographique comme social.

Il est clair que ces réformes se feront une nouvelle fois, au bénéfice des possédant-e-s et des dirigeant-e-s, et au détriment des travailleur-se-s d'ici et d'ailleurs. Pour bétonner une mainmise totale et pérenne de "ceux d'en haut" sur "ceux d'en bas", le Pouvoir d'Etat, Sarkozy après d'autres, a compris qu'il fallait en finir avec ces lieux de contestation où tentent d'exercer un nombre encore trop élevé de producteur-trice-s d'esprits libres et indépendants. Pour ce faire, il doit mettre aux pas l'ensemble de l'éducation.

1- nous diviser

Les statuts des personnels sont liquidés : depuis 2003 avec la décentralisation des personnels administratifs et d'entretien du secondaire et aujourd'hui avec le statut des enseignant-e-s-chercheur-se-s. Les contrats sont éclatés et précarisés. La concurrence est exacerbée : classement des établissements, des universités et bientôt des écoles primaires ; concurrence entre personnels.

2- nous soumettre

Les emplois sont flexibilisés : annualisation du temps de



travail non choisis, modulation des enseignements dans l'université, multiplication des tâches et des missions partout, recours massif aux heures supplémentaires après suppression de postes et aux emplois ponctuels pour des besoins permanents. Les services sont éclatés : multiplication des postes de remplacement, compléments de services hors spécialités, turn-over des équipes, etc. Les élèves sont soumis à un tri social de plus en plus précoce sous la pression du retour en grâce des pédagogies autoritaires.

3- nous contrôler

Les hiérarchies sont renforcées : entretien d'embauche et de licenciement par les chefs d'établissement et CPE, écoles transformées en établissements primaires (EPEP) avec un vrai "chef", primes aux résultats, individualisation des salaires et carrières, pouvoir concentré dans les présidents d'université et leur CA. Les contestations sont fortement répri-

mées : surveillance biométrique dans le secondaire, base élève dans le primaire, criminalisation des élèves et des personnels (intrusion de la police dans les établissements, répression syndicale, arrestations, gardes à vues injustifiées, violences contre les étudiants mobilisés). La culture du résultat est encensée par la contractualisation et l'autonomie des établissements (LOLF), la suppression de la carte scolaire, l'évaluation des personnels et de leurs activités à tous les niveaux.

A cela, il n'y a qu'une réponse. La solidarité et l'unité dans l'action et dans la mobilisation. Le temps d'une grève générale qu'il nous reste à construire, soyons tous sans papiers, tous étudiants, apprenons à nous autogérer, sans hiérarchies et sans patrons, et construisons l'alternative à ce système capitaliste qui nous asservit et nous désolidarise.

Coordination nationale Education.

Le 10 mars, une journée de la maternelle à l'université !

Samedi 7 février à Paris, s'est tenue la 2^e AG nationale parents enseignants...

Délégations venues du Havre, de Lille, Lyon, Toulouse, Montpellier, Dijon... Il a été proposé de faire du mardi 10 mars

une journée pour l'Education de "la maternelle à l'Université"... La prochaine AG est fixée au samedi 14 mars à Montpellier.. A l'ordre du jour : la grève reconductible ! Toutes les infos concernant les AG de la coordination nationale :

<http://www.agnationale.org>

La CNT-FTE est un syndicat indépendant qui fonctionne sans subvention, uniquement avec les cotisations des adhérents. La CNT-FTE tourne en autogestion, tout est décidé en assemblées générales dans chaque syndicat, les mandats sont tournants et révocables à tout moment, il n'y a pas de permanents et tout travail est bénévole. Chaque syndicat appartient à une fédération. Nous appartenons à la fédération des travailleurs-ses de l'éducation. L'ensemble des fédérations forme la confédération. UN SYNDICAT ! Parce que cette forme d'organisation englobe à la fois le champ économique, politique, social et culturel. DE COMBAT ! Parce que les grandes avancées sociales n'ont été arrachées que dans l'action et la mobilisation. AUTOGESTIONNAIRE ! Parce que les décisions doivent être prises à la base par les syndiqués eux-mêmes. SOLIDAIRE ! Parce que les hiérarchies s'opposent à la construction d'une société égalitaire et autogérée. ANTICAPITALISTE ! Parce que nous fabriquons toutes les marchandises et assurons tous les services, nous devons alors les orienter pour le bien de toute la collectivité. C'est pourquoi le syndicalisme doit être porteur d'un projet de changement... un projet révolutionnaire.

Le temps est à l'action unitaire !

Depuis le 2 février 2009, la coordination nationale des universités appelle les enseignants chercheurs à engager une grève illimitée. Depuis peu rejointe par les IUFM, le mouvement prend de l'ampleur au niveau national. En effet, les applications de la LRU n'ont pas tardé à prendre effet : pouvoir absolu des présidents, gestion managériale, remise en cause de l'indépendance des chercheurs, casse de la formation des enseignants (suppression des IUFM) et cerise sur le gâteau suppression de 900 postes annoncée sont autant de raisons de dire ça suffit !

Le mouvement contre la LRU que les étudiants avaient lancé l'an dernier n'avait pas ou très peu été soutenu par les enseignants alors qu'ils se battaient pour les motifs de la lutte actuelle. Il n'est pas trop tard : il faut impérativement fonder les AG enseignants, étudiants, et incorporer les revendications du personnel non enseignant qui connaît depuis longtemps la répression économique.

Le corporatisme ou les luttes du « chacun pour soi » sont le lit de nos défaites et ce sont aussi les rapports de forces trop faibles qui découragent les plus exploités. Les revendications sectorielles sont évidemment nécessaires mais c'est la convergence des luttes, la solidarité et la construction interprofessionnelle qui sont les seuls moyens pertinents et efficaces de faire plier l'Etat et le patronat.

Ceux qui continuent de détruire nos acquis durement obtenus par la lutte sont unis et ont une conscience de classe ! Il n'y a qu'à voir à qui profitent toutes les réformes, les milliards que l'Etat distribue aux patrons qui licencient à tour de bras et laissent des milliers de salariés au chômage. Nous devons nous organiser de façon unitaire dans les universités mais aussi nous coordonner avec les autres secteurs en lutte car nos intérêts sont les mêmes ! Nous devons nous organiser en AG décisionnelles et interprofessionnelles et nous investir chacune selon nos capacités car la lutte est celle de tous et n'a besoin ni de spécialistes, ni de bureaucrates pour être menée à bien. Grâce à la convergence des luttes, bloquons l'économie, les gares... pour satisfaire nos revendications, celles des autres camarades en

lutte et enfin obtenir plus !

LA RECHERCHE QUE NOUS VOULONS

La CNT soutient toutes les tentatives concrètes pour une recherche et un enseignement supérieur au service de tous ; cela passe par l'arrêt de la privatisation des recherches, le développement des logiciels libres, le libre accès aux résultats de la recherche, la création d'universités populaires, l'accès au savoir tout au long de la vie, l'auto-organisation nonhiérarchique des équipes et des laboratoires, la gratuité des publications dans le cadre des archives ouvertes...

Mais ce n'est pas suffisant, car le système capitaliste fait tout pour entraver le développement de ces initiatives. Seules la lutte et l'organisation collective permettront d'établir un rapport de force suffisant afin d'obtenir ce que nous voulons : • une Université et une Recherche autogérées dans lesquelles les buts et les orientations se décident de manière démocratique par des commissions élues issues du monde étudiant et académique, • l'arrêt du recours aux contrats précaires et à la sous-traitance au sein des universités. Une Université et une Recherche de qualité, cela commence par des emplois stables pour le personnel ! Ces financements existent, à nous de nous les réapproprier :

> Transfert des crédits militaires : l'arrêt de la recherche militaire, permettra de transférer les crédits de l'armée sur ceux de la recherche publique non mortifère.

> Arrêt du crédit impôt recherche : ce système qui vise à rembourser la moitié des frais de recherche des entreprises privées est scandaleux. 3,5 milliards d'euros en 2008 ! Et avec une augmentation prévue de 600 millions d'euros par an...

> Suppression des agences d'innovation : les crédits énormes consentis aux « agences pour l'innovation » (AII) représentent un autre cas de détournement de l'argent public vers des projets conformes aux exigences du monde industriel.

SECTION CNT SR LILLE

2ème APPEL DE L'AG NATIONALE DES COLLECTIFS PARENTS ENSEIGNANTS REUNIE LE 07.02.09 À PARIS

L'assemblée générale nationale des collectifs de parents et enseignants en lutte réaffirme sa volonté de mobilisation pour la défense et la promotion d'un service public d'éducation de qualité. Ceci passe par le retrait de toutes les réformes qui menacent le service public d'éducation de la maternelle à l'université.

Nous appelons à refuser :

La suppression de 13500 postes qui dégrade les conditions d'enseignement et d'apprentissage.

La suppression des RASED et la mise en place de l'aide personnalisée en dehors du temps scolaire.

La mise en place d'évaluations nationales destinées à mettre en concurrence les écoles et les établissements.

La mise en place de structures privées et payantes pour les enfants de deux ans.

La mise en place des EPEP qui va couper le lien entre écoles, élèves, parents, et renforcer les pressions hiérarchiques.

Les nouveaux programmes rétrogrades et inadaptés.

Le recours de plus en plus régulier à des personnels précaires et non formés pour assurer les remplacements et les missions de service public (accompagnement éducatif...) et notamment le Service Minimum d'Accueil.

La multiplication des heures supplémentaires et des remplacements à l'interne au détriment de l'emploi public et de la qualité de l'enseignement.

La réforme du lycée qui n'a été que repoussée.

La suppression du BEP qui va laisser pour compte les élèves les plus fragiles, et la mise en place du Bac Pro en 3 ans qui va dévaloriser le diplôme.

La suppression des IUFM et la remise en cause de la formation initiale et continue.

Le fichage systématique des élèves : BASE ELEVES, SCONET...

La banalisation des interventions policières dans les établissements et la traque des élèves sans papiers.

La remise en cause du droit de grève et des droits syndicaux.

En préalable à toute discussion, nous exigeons :

Le retrait de toutes ces mesures qui visent à terme un véritable démantèlement du service public d'éducation.

La levée des sanctions touchant les personnels, étudiants et lycéens en lutte.

Nous exigeons :

La création des postes nécessaires à un fonctionnement de qualité du service public d'éducation.

La prise en charge des enfants en difficulté par des personnels qualifiés, spécialisés, et titulaires, avec des mesures pédagogiques adaptées et sur le temps scolaire.

La titularisation de tous les personnels précaires.

Une école gratuite et laïque, accessible à tous ceux qui le désirent dès deux ans.

La préservation de la liberté pédagogique des enseignants.

Nous appelons à :

Un mouvement revendicatif d'ampleur passant par la grève, le blocage, la désobéissance, l'occupation et qui ne cessera qu'au retrait des mesures Darcos.

Se coordonner dans l'action et les luttes à l'échelle locale par la création de collectifs et de coordinations départementales et, à l'échelle nationale, par le choix de mandats chargés pour chaque département de faire le lien avec la coordination nationale (y compris pour recenser les sanctions).

Organiser le mardi 10 mars une « journée nationale de mobilisation et de grève pour la défense du service public de l'éducation » dans et hors de tous les établissements

scolaires : écoles, collèges, lycées, universités... (voir propositions sur le site <http://agnationale.org>).

Organiser le mercredi 11 mars des dépôts collectifs de lettres de désobéissance (avec ou sans parrainage d'élus), de lettres de soutien des parents et de motions de conseils d'école devant les inspections académiques.

Mener des actions régulières dans les établissements scolaires le mardi.

Interpeller les élus (maires, sénateurs et députés) sur les mesures actuelles sur l'éducation (voir propositions sur le site).

Nous nous adressons aux fédérations syndicales de l'éducation, aux fédérations de parents, aux coordinations étudiantes et lycéennes pour qu'elles soutiennent et portent unitairement les revendications de l'assemblée générale nationale des collectifs de parents et enseignants.

Nous appelons à une nouvelle assemblée générale nationale le samedi 14 mars à MONTPELLIER.



On aurait préféré une actualité moins sordide, mais notre actualité est tragique.... Ce numéro qui consacre une très large place à l'école en Palestine, mêlant témoignages, analyses et pistes de réflexion pédagogiques, sort au moment même où la bande de Gaza est victime d'une agression militaire intolérable....

Palestine, Argentine, Mexique, sont des terres de souffrances mais aussi de luttes et de résistances pour qui l'école est un enjeu majeur. D'ici à là bas, peu de chose nous séparent : même espoir dans les luttes, même implication dans l'éducation. Dans ce numéro, nous sommes allés voir de plus près L'autre école, celle qui semble éloignée et qui est pourtant si proche de la n'autre, celle qui résiste et fait résister par tous les moyens. L'internationalisme n'est pas un vain mot ou une rengaine : rencontres, récits de voyage ou d'expériences, sont autant de témoignages qui nous rappellent que nos idées dépassent notre petit cadre territorial et se partagent au-delà des frontières.

En raison du contexte exceptionnel qui accompagne la sortie de ce numéro, nous avons décidé de mettre en ligne en libre accès de larges extraits de ce dossier "L'école en Palestine".

www.cnt-f.org/nautreecole

